

Qu'est-ce que le Groupe de la BID ?

Le Groupe est la première banque de développement en Amérique latine et dans les Caraïbes et finance des projets pour les gouvernements et les institutions publiques (à travers la BID), ainsi que pour les entreprises et le secteur privé (à travers IDB Invest et IDB Lab).



Sur quels sujets pouvez-vous déposer une réclamation ?

Les réclamations traitées par le MICI doivent porter sur des dommages actuels ou futurs découlant d'un projet financé par le Groupe de la BID et sur des questions sociales, environnementales ou d'accès à l'information. Ces questions font partie des garanties de la banque et sont incluses dans le **cadre de politique environnementale et sociale de la BID**, le **cadre de durabilité d'IDB Invest** et **les politiques d'accès à l'information**. Ces garanties sont obligatoires dans tous les projets, de la conception à l'exécution, et couvrent des aspects tels que la participation effective de la communauté, la gestion des risques et l'atténuation des impacts, la promotion de l'égalité des sexes et la protection des droits des peuples autochtones, entre autres. Sur ces questions, il existe également deux organes corporatifs pour répondre à vos préoccupations : **le protocole de réclamations** de la BID et le **MGM d'IDB Invest**.

D'autres bureaux du groupe sont compétents en matière d'éthique ou de fraude, de pratiques interdites et de processus d'approvisionnement, de finances ou d'administration interne.

Cette brochure résume les concepts clés du MICI et ne remplace pas la politique du Mécanisme, qui prévaut toujours en cas de doute ou d'erreur.

Contactez-nous

mici.iadb.org
mecanismo@iadb.org
Télécopieur : (+1) 202.312.4057



Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation
1300 New York Avenue, N.W.
Washington, D.C. 20577
États-Unis

Nous travaillons avec vous pour améliorer le développement

Le Groupe de la BID finance le développement en Amérique latine et dans les Caraïbes pour améliorer les vies : des programmes sociaux et de promotion de l'emploi aux projets tels que les routes, les installations sanitaires ou les centrales solaires. Mais parfois, ces activités peuvent avoir des impacts négatifs involontaires. Lorsque cela se produit, le Mécanisme Indépendant de Consultation et d'Investigation (MICI) est là pour travailler avec tous dans le but de remédier à la situation.



Le MICI propose deux instruments :



La résolution de conflits

(PHASE DE CONSULTATION)

Le MICI facilite la médiation indépendante entre les requérants, l'exécutant du projet (qu'il s'agisse d'une entreprise ou d'un gouvernement) et le Groupe de la BID, afin de parvenir à un accord sur des solutions qui résolvent les problèmes soulevés.



L'investigation

(PHASE DE VÉRIFICATION DE LA CONFORMITÉ)

La MICI mène une investigation indépendante pour vérifier si le Groupe de la BID a respecté ou non ses normes environnementales, sociales et d'accès à l'information. L'enquête génère des recommandations pour répondre à la situation des requérants et s'assurer que les politiques sont respectées.

Quelques exemples de dossiers traités par le MICI :



Argentine

À San Carlos de Bariloche, le MICI a facilité un processus de dialogue basé sur la plainte de plus de 250 commerçants, touchés par deux ans de travaux pour la piétonisation de la rue la plus touristique de la ville. Leurs revenus avaient considérablement chuté et l'avenir de leurs entreprises était menacé. En deux mois seulement, un accord a été trouvé qui a permis d'achever les travaux tout en respectant les intérêts de toutes les parties concernées. De plus, un plan de mobilité pour le centre a été conçu, l'éclairage a été amélioré et des arbres autochtones ont été plantés.

Paraguay

Les plaintes des habitants et des commerçants d'Asunción, touchés par le projet Métrobus de la capitale, ont entraîné une modification substantielle dans les politiques environnementales et sociales de la BID. À partir de l'investigation du MICI sur ce cas, les sauvegardes ont intégré le concept de déplacement économique (la perte de sources de revenus ou d'autres moyens de subsistance en raison d'un accès limité à la terre ou aux actifs économiques), contribuant ainsi au renforcement institutionnel et à la durabilité des projets futurs.



Équateur

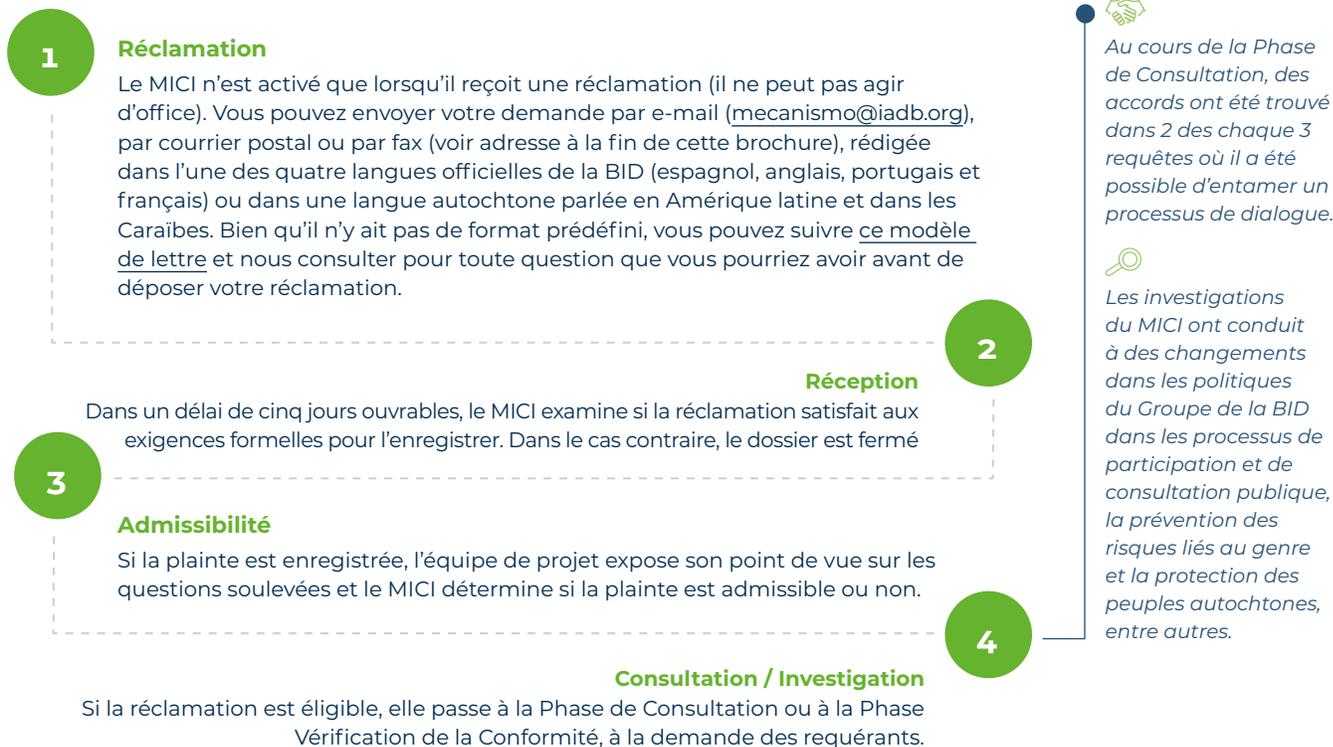
Après le tremblement de terre de 2016, 547 habitants de Manabí ont dénoncé les impacts environnementaux, sociaux et économiques de la réalimentation d'une ligne de transmission électrique, qui pourrait obstruer les voies d'évacuation et avoir un impact sur l'activité touristique dans la région, la santé des personnes, la flore et la faune. Le MICI a facilité la conclusion d'un accord sur le tracé final de la ligne et la réalisation de plusieurs études techniques, et pendant trois ans a suivi la mise en œuvre de la solution convenue.

Chili

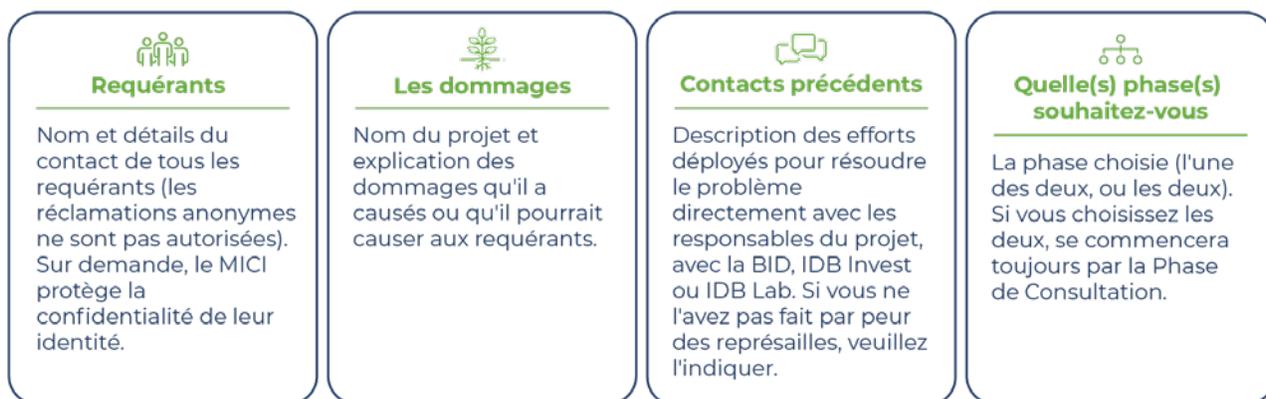
Plusieurs communautés ont mis en garde contre les impacts du projet hydroélectrique d'Alto Maipo sur leurs conditions de vie, l'insécurité de la zone et l'absence d'évaluations et de mesures d'atténuation adéquates. L'investigation du MICI a permis d'identifier, entre autres, des impacts différenciés sur les femmes. La BID et la BID Invest ont procédé à des mises à jour significatives des garanties en matière d'égalité des genres sur la base des recommandations du MICI.



Les étapes d'une réclamation :



Toutes les réclamations doivent comprendre des informations sur :



Les requérants peuvent s'adresser directement au MICI ou, s'ils le souhaitent, demander l'avis d'une organisation de la société civile ou désigner un représentant. Le processus du MICI n'est pas judiciaire et ne nécessite pas l'intervention d'un avocat. Le MICI n'exige aucune compensation monétaire ou non monétaire pour son travail.



Le MICI ne peut pas :

- › Arrêter ou suspendre un projet.
- › Offrir une compensation monétaire aux requérants.
- › Traiter les requêtes concernant les projets qui sont en phase de conception (qui n'ont pas encore été approuvés par le Conseil d'administration) ou lorsque 24 mois se sont écoulés depuis le dernier mise à disposition de fonds par la Groupe de la BID.